



0702IND

# Action Urgente

FIAN-France  
15 rue George Jacquet  
38000 Grenoble  
Tel: 04 38 21 05 08

## **INDE : ASSASSINAT DE 8 PAYSANS ET MENACE D'EXPULSION DE 100 000 PERSONNES SUITE A LA CREATION D'UNE ZONE ECONOMIQUE SPECIALE A NANDIGRAM, BENGALE OCCIDENTAL**

Au moins 8 paysans de Nandigram, dans le district de Midnapore, sont morts et cinq autres sont dans un état grave suite aux attaques d'un groupe inconnu qui voulait mettre fin aux mouvements populaires contre une zone économique spéciale (ZES) à Nandigram. La police a observé les faits sans intervenir et a même parfois été complice des attaquants. Le projet prévoit l'expulsion de plus de cent mille personnes de Nandigram. Etant donné que la majorité des personnes touchées ne trouveront pas de nouvelles sources de revenus, elles seront confrontées à la faim et à la malnutrition.

### **Contexte**

C'est l'acquisition de près de 20 000 acres de terre (environ 8000 ha) dans le district de Nandigram qui a déclenché le conflit. Les villageois accusent le gouvernement de ne pas respecter ses promesses d'amélioration de la situation des petits paysans, des paysans marginaux et des métayers. Le 31 juillet 2006, le gouvernement du Bengale occidental a signé un accord avec la multinationale indonésienne Salim Group pour la réalisation de plusieurs projets de développement, dont un énorme complexe industriel chimique, une zone économique spéciale chimique à Nandigram sur une superficie d'environ 20000 acres. Cela va entraîner l'expulsion d'environ cent mille personnes, surtout des petits paysans et des paysans marginaux, des métayers et des travailleurs agricoles. Ils ne savent toujours pas s'il existe un plan de compensation et de réhabilitation. Environ 80% des habitants de Nandigram sont des Dalits (intouchables) ou des membres de communautés minoritaires. Si ces personnes sont expulsées, la majorité d'entre elles ne pourront pas trouver de nouveaux moyens de subsistance car elles n'ont jamais eu d'autre travail que celui de la terre. Les terres de Nandigram sont fertiles et partiellement irriguées. On y cultive surtout du riz, des légumes et on y fait une culture de rente, celle des feuilles de bétel (pan).

Selon les villageois, la violence a éclaté le 3 janvier 2007 quand ils ont appris l'acquisition de la terre et organisé une manifestation pacifique de protestation. La police a alors fait feu au moins 15 fois pour les faire taire. Au moins quatre villageois ont été blessés.

Dans la nuit du 6 janvier, les villages de Sonachura et Tekhali sur la rive est du canal qui sépare Nandigram du reste de Midnapore et du Bengale ont été attaqués par des hommes de main de la partie ouest. Les villageois n'avaient que des outils agricoles et des couteaux de cuisine pour se défendre. Au moment de l'attaque, le pont entre Khejuri et Sonachura était surveillé par la police qui a laissé passer les attaquants. Huit personnes sont mortes lors des affrontements, dont un garçon de 14 ans, et les attaques contre les paysans continuent encore. Le 6 janvier, les villageois ont demandé à la police d'intervenir pour restaurer la loi et l'ordre dans la zone, mais celle-ci s'y est refusée. Au contraire, elle a permis aux attaquants de perpétrer le massacre.

Le gouvernement n'a toujours pas arrêté les coupables. Les habitants se sont adressés à toutes les instances possibles dont la Haute Cour et la Cour Suprême, sans réponse jusqu'à aujourd'hui.

Ce cas de Nandigram avec acquisition de la terre agricole à des fins industrielles, expulsion forcée des paysans et des villageois et brutalité de la répression des manifestations rappelle celui de Singur, toujours dans le Bengale occidental, pour lequel FIAN a lancé une action urgente en janvier.

### **Le mandat de FIAN**

En tant qu'Etat partie au pacte International relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels, l'Inde et donc l'Etat du Bengale occidental ont l'obligation au titre du droit international de respecter et de protéger le droit des paysans à une alimentation adéquate.

En acquérant les terres sans prendre de mesures efficaces pour garantir le droit à l'alimentation des paysans de manière durable, avec pleine indemnisation compensatoire et réinstallation, l'Inde et l'Etat du Bengale occidental vont violer le droit à l'alimentation de ces personnes.

### **Action**

Il faut intervenir d'urgence au niveau international afin de protéger le droit à l'alimentation des paysans et mettre fin à la répression violente actuelle. Veuillez écrire au gouverneur du Bengale occidental avec copie au Premier ministre de l'Inde, au Ministre de la Terre et de la réforme agraire et à la Commission des droits humains du Bengale occidental.

### **Traduction de la lettre proposée**

Monsieur le Gouverneur,

C'est avec préoccupation que j'ai appris que cent mille personnes qui vivent dans la région de Nandigram, district de East Minadpore, sont menacées d'être expulsées de leurs terres et de perdre leurs moyens de subsistance, suite à la création d'une zone économique spéciale.

Selon les informations reçues, la majorité des personnes qui seront expulsées sont de petits paysans et des paysans marginaux, des métayers et des travailleurs agricoles. Environ 80% de la population de Nandigram sont des Dalits et des membres de communautés minoritaires qui n'ont pas un accès adéquat aux ressources productives, à l'éducation, à la santé et à d'autres prestations sociales. S'ils sont expulsés de leurs villages, la plupart des gens de Nandigram seront incapables de trouver d'autres moyens de subsistance, car ce sont des paysans qui n'ont jamais eu d'autre travail que celui de la terre. Pour le moment, on ne leur a offert ni indemnisation compensatoire ni réinstallation.

Depuis le 3 janvier, la violence a augmenté à Nandigram et au moins huit personnes, dont des enfants ont été tués. Les villageois ont sollicité l'aide de la police mais au lieu d'aider les paysans, la police était complice des attaquants.

En tant qu'Etat partie au Pacte International relatif aux Droits économiques, sociaux et culturels, l'Inde et donc l'Etat du Bengale occidental ont l'obligation au titre du droit international de respecter et protéger le droit des paysans à une alimentation adéquate. En tant que personne qui travaille au niveau international pour le droit à l'alimentation, je voudrais vous demander de :

- mener immédiatement une enquête judiciaire sur les assassinats de Nandigram ainsi que sur la conduite de la police complice du massacre.
- d'assurer l'intégrité physique des villageois dans les villages touchés à Nandigram
- de respecter l'obligation qui est la vôtre au titre du droit à l'alimentation d'assurer l'accès à la terre pour les familles paysannes de Nandigram
- de faire connaître publiquement et en détail le projet prévu sur la terre acquise pour la SEZ.

Merci de m'informer des mesures que vous prendrez.

Meilleures salutations .

**Fin de l'action: 5 avril 2007**

**Adresse**

Shri Buddhadeb Bhattacharjee  
Chief Minister,  
Government of West Bengal,  
Writers' Building  
Kolkata – 700001  
INDE

Fax: 009133-22145555 et/ou 009133-22145588 et/ou 009133-22145480

**Copies**

Manmohan Singh  
Prime Minister of India  
Room 152, South Block  
New Delhi – 110001  
INDE

Fax: 0091-11-23016857

Shri Abdur Rezzak Mollah  
Minister in Charge Land and Land Reforms Department  
Fax: 009133-22144025

Honorable Justice Shri Shyamal Kumar Sen  
Chairperson  
West Bengal Human Rights Commission  
Fax: 00913324799633

**Attention !**

**Nouveau tarif postal : Timbres prior à 0,90 €**

**Merci d'informer FIAN de toute réponse à vos courriers**

Shri Buddhadeb Bhattacharjee  
Chief Minister,  
Government of West Bengal,  
Writers' Building  
Kolkata – 700001  
INDE

Honorable Chief Minister,

Recently, I have heard the disturbing news that 100,000 people living in the area of Nandigram, East Minadpore District, currently face eviction from their lands and the loss of their livelihood resources due to the construction of a Special Economic Zone.

Reportedly the majority of evicted persons are small and marginal farmers, sharecroppers and agricultural labourers. Approximately 80% of the population of Nandigram belongs to scheduled caste and minority communities, who lack access to adequate productive resources, education, health and other social facilities. Most of the people in Nandigram would be unable to find alternative livelihood opportunities, if evicted from their villages, as they are only skilled farmers and have never practiced any other occupation. No adequate compensation or rehabilitation package has been offered to the villagers yet.

Since January 3<sup>rd</sup>, violence in Nandigram has been escalating and at least eight persons, including children, have been killed. The villagers asked the police for support but instead of helping the farmers, the police connived at the killing.

As a state party to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, India and therefore the state of West Bengal, is duty-bound under international law to respect and protect the peasants' human right to adequate food. As a person working internationally for the right to feed oneself, I would like to ask you to:

1. Immediately launch a judicial investigation of the killings at Nandigram including the conduct of the police officials who connived at the massacre.
2. Ensure the physical integrity of the villagers in the affected villages of Nandigram.
3. Comply with your obligation under the human right to food to ensure access to land for the peasant families of Nandigram.
4. Disclose the total plan of acquiring land for the S.E.Z in detail to the public.

Please inform me about the steps you plan to take in this matter.

Yours sincerely,